

L'ALLIANCE DE L'EUROPE AVEC ISRAËL

Comment les Européens soutiennent l'occupation de la Palestine

David Cronin

Version électronique du livre : Europe Israël : Une alliance contre-nature

Ce document est une réédition du livre Europe Israël : Une alliance contre-nature. Cette version électronique a été allégée de la préface écrite par Omar Barghouti, fondateur du mouvement BDS, ainsi que des notes de bas de page pour faciliter la lecture. Si vous souhaitez connaître la référence des citations ou des chiffres, vous pouvez nous les demander via la page de contact du site web des éditions La Guillotine. Vous pouvez aussi commander la version papier chez votre libraire ou sur notre site.

Titre original :

Europe's alliance with Israel: aiding the occupation

© David Cronin, 2010

pour le texte original aux éditions Pluto Press

© La Guillotine, 2012

pour l'édition en langue française

© La Guillotine, 2017

pour la réédition sous forme électronique

Sommaire

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION _ UNE ALLIANCE CONTRE-NATURE ?..... | 5 |
| DES LIENS SCÉLÉS AU « PLOMB DURCI »..... | 5 |
| LA MAUVAISE CONSCIENCE, UNE MAUVAISE EXCUSE..... | 6 |
| L'OFFENSIVE DE CHARME ISRAËLIENNE..... | 8 |
| 1 _ LA RÉCOMPENSE DES CRIMES..... | 10 |
| GAZA, MAI 2009..... | 10 |
| DÉFENSIVE OU OFFENSIVE ?..... | 11 |
| UN BANQUET ET DES LARMES DE CROCODILES..... | 12 |
| LES MASQUES TOMBENT..... | 13 |
| L'AMOUR POUR LIVNI REND AVEUGLE..... | 14 |
| UNE BÉNÉDICTION ANTIGEL..... | 16 |
| LA RÉCOMPENSE D'UN VOYOU..... | 17 |
| 2 _ UNE EUROPE À LA BOTTE DES ÉTATS-UNIS..... | 20 |
| QUI MANIPULE QUI ?..... | 20 |
| SARKOZY ET MERKEL, CROYANTS ÉMERVEILLÉS..... | 21 |
| BERLUSCONI : MARIONNETTE DE L'OCCUPATION..... | 22 |
| LE COURAGE DES PAYS BAS ?..... | 23 |
| DE BLAIR À BROWN, VERS UN MIEUX ?..... | 25 |
| EUROPE DE L'EST : DANS LA POCHE DES USA..... | 27 |
| OTAN : LE PITBULL MONTRE LES DENTS..... | 30 |
| 3 _ LA PALESTINE DIVISÉE..... | 33 |
| UN EMBARGO CRUEL..... | 34 |
| LE HAMAS HAMEÇONNÉ..... | 35 |
| DES « COLLABOS » BIEN INSTALLÉS..... | 37 |
| 4 _ L'OCCUPATION ASSISTÉE..... | 38 |
| FONCER DE NUIT, TOUS FEUX ÉTEINTS..... | 40 |
| OSLO : CONDAMNÉ DÈS LE DÉBUT..... | 41 |
| LA PALESTINE SOUS ASSISTANCE RESPIRATOIRE..... | 43 |
| LE DÉFICIT DE COURAGE..... | 45 |
| 5 _ SCIENCES APPLIQUÉES À LA GUERRE..... | 48 |
| LE MILITAIRE CAMOUFLÉ EN CIVIL..... | 48 |
| DES EUROS POUR HUILER LA MACHINE DE GUERRE..... | 49 |
| L'EXEMPLE DE MOTOROLA..... | 50 |
| LES MARCHANDS DE MORT DEVIENNENT ÉCOLOS..... | 51 |
| LA DÉFENSE SOUS LABEL « SÉCURITÉ »..... | 52 |
| AU DELÀ DU SUPPORTABLE..... | 53 |
| PETIT ET PAS TOUJOURS MIGNON..... | 54 |
| BIG BROTHER EN PALESTINE..... | 56 |
| SATELLITES DE GUERRE..... | 56 |
| 6 _ LES PROFITS DE LA SOUFFRANCE..... | 59 |
| L'EXPLOITATION DU CHOC..... | 60 |
| OBLIGÉ DE REJETER, HEUREUX DE SERVIR..... | 61 |
| DE GAULLE, UNE PARENTHÈSE POUR LA FRANCE..... | 62 |
| ALIMENTER DISCRÈTEMENT LA GUERRE..... | 63 |
| LE BENELUX DANS UN COMMERCE SANGLANT..... | 65 |
| LE DOUBLE JEU DE DUBLIN..... | 65 |
| ACHATS DE MARCHANDISES MORTELS..... | 66 |
| BANQUEROUTE MORALE..... | 67 |
| DEXIA : UN CAS « EXEMPLAIRE »..... | 68 |
| VEOLIA : EN TRAIN VERS LE RACISME..... | 69 |

| | |
|---|----|
| VOLVO : SOUS-TRAITANT DE LA TORTURE..... | 70 |
| UN MADE IN ISRAËL TROMPEUR..... | 72 |
| 7 _ LE LOBBY VIENT À L'EUROPE..... | 75 |
| AMIS D'ISRAËL ET ENNEMIS DE LA VÉRITÉ..... | 76 |
| INSTITUT TRANSATLANTIQUE : ÉTOUFFER LE DÉBAT..... | 78 |
| B'NAI B'RITH : FAISEUR DE MYTHES..... | 80 |
| CONGRÈS JUIF EUROPÉEN : APOLOGIE DE L'APARTHEID..... | 81 |
| UN TABOU FRANÇAIS..... | 82 |
| ACCÈS VIP POUR LE LOBBY LONDONIEN..... | 83 |
| L'AGRESSIVITÉ ISRAËLIENNE, DANGER POUR LES JUIFS..... | 86 |
| CONCLUSION _ FAIRE FACE À LA LÂCHETÉ..... | 87 |
| STOP À LA SUFFOCATION DE LA PALESTINE..... | 87 |
| BOYCOTTER ISRAËL : UNE STRATÉGIE..... | 89 |
| REMERCIEMENTS..... | 92 |

INTRODUCTION _ UNE ALLIANCE CONTRE-NATURE ?

En août 2009, le magazine suédois *Aftonbladet* publiait un article sur un trafic international d'organes. Des soldats israéliens étaient accusés d'avoir retiré des parties internes de corps de jeunes Palestiniens lors d'autopsies. L'enquête se basait sur des informations récemment publiées aux États-Unis où un New-yorkais était accusé d'avoir arrangé dans les années 1990 la vente d'un rein obtenu en Israël. Comme il n'y avait apparemment pas de lien entre les deux séries d'allégations, leur juxtaposition demeurait incertaine et maladroite.

Toutefois, le journal mérite un peu de crédit pour avoir mis en lumière un scandale que les médias avaient longtemps ignoré. Lors du soulèvement palestinien, la première Intifada (1987 et 1993) des familles s'étaient plaintes que les corps de leurs proches avaient été renvoyés avec des parties manquantes suite à des examens réalisés sans leur consentement. En 2002 et 2005, le laboratoire Abu Kabir où avaient eu lieu ces pratiques a été sous le coup d'une investigation menée par les autorités israéliennes après avoir été suspecté d'avoir vendu des organes. Yehuda Hiss, son directeur, admit que des transferts d'organes avaient eu lieu. Selon lui, ils avaient appartenu à des soldats israéliens tués en service. Hiss n'a jamais été condamné pour cette pratique illégale et a continué à travailler dans l'institut comme médecin légiste.

Cet épisode laissa de nombreuses questions sans réponse. En revenant sur cette affaire, *Aftonbladet* a touché une corde sensible en Israël. Peu après la publication de l'article, une campagne de boycott fut lancée contre les meubles Ikéa, les voitures Volvo ou la vodka Absolut. Le gouvernement israélien demanda à la Suède de censurer l'auteur, Donald Boström. Mais le ministre suédois des Affaires étrangères a refusé de condamner le journaliste et a en outre défendu implicitement son droit de s'exprimer. Les officiels israéliens explosèrent de rage. Dans une sorte de crise de nerfs, Avigdor Lieberman, son homologue israélien, chercha à comparer l'article à un document antisémite du début du 20^{ème} siècle :

L'histoire publiée cette semaine est une suite naturelle des *Protocoles des Sages de Sion* et un appel au meurtre comme l'a été le procès Beilis dans lequel les juifs ont été accusés d'ajouter du sang d'enfants chrétiens dans leur *passover matzot* [galette]. C'est une honte que le ministre suédois n'ait pas pu intervenir dans ce cas de diffamation qui en appelle au sacrifice des juifs. Cela rappelle la position de la Suède durant la Seconde Guerre mondiale quand elle manqua d'intervenir de la même manière.

DES LIENS SCELLÉS AU « PLOMB DURCI »

Cette querelle diplomatique n'est pas restée une affaire purement bilatérale. Parce que la Suède assumait encore le mois précédent la présidence tournante de l'Union européenne (UE), cela jeta un froid durant plusieurs semaines. Il serait faux d'en déduire que les relations avec Israël subissent constamment ce genre de tension. Au contraire, les liens politiques et économiques n'ont cessé de se renforcer depuis le début du 21^{ème} siècle. Cela a été officiellement énoncé en 2009 lorsque Javier Solana, alors chargé de la politique étrangère, l'a reconnu à Jérusalem. D'un ton naïf, il fit entendre qu'Israël était de toute évidence plus proche de l'Union que la Croatie ne l'était (ce pays devient le 28^{ème} membre en 2013). Il a même avoué :

Aucun pays hors du continent européen n'a ce genre de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne. Israël, permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union sans être membre des institutions. Il est un membre de tous les programmes [de l'UE], il participe à tous les programmes.

Par contre, Solana n'a nullement évoqué que cette profonde relation s'est construite au détriment des droits de l'homme. Pendant que les députés européens parle sans arrêt de leur attachement aux valeurs humanistes et à la démocratie, l'alliance avec Israël se retrouve largement dépourvue d'intégrité éthique. Une illustration : la réponse lâche au massacre d'environ 1400 habitants de Gaza par les forces armées israéliennes entre décembre 2008 et janvier 2009 au cours de l'offensive dénommée « Opération Plomb durci ».

Bien qu'il y ait des preuves évidentes que le droit international a été violé à cette occasion, l'UE a tergiversé avant de demander une enquête indépendante. Quand les ministres de l'Union se sont rencontrés en janvier 2009, la proposition qui s'est dégagée les engageait à mener une investigation. Mais il a fallu attendre le mois de juin avant que l'UE ne s'exprime en faveur de l'équipe désignée par les Nations Unies et le soutien s'est révélé de courte durée.

La mission menée par un ancien juge Sud-Africain, Richard Goldstone, a produit un rapport de 575 pages vivement critiques envers le gouvernement israélien. Il est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait « aucun objectif militaire justifié » derrière dix des onze cas examinés d'attaques directes sur des civils. Le rapport montrait également que le blocus sur Gaza – imposé en raison de la détention d'un soldat israélien capturé en 2006 par le Hamas – constituait une punition collective pour les 1,5 millions habitants de Gaza. Il condamna également Israël pour avoir resserré sa mainmise sur la Cisjordanie pendant et après les assauts sur Gaza : confiscation de terres, démolition de logements, exploitation des ressources naturelles, restrictions sur les mouvements entre Gaza et la Cisjordanie.

Le rapport n'a pas épargné non plus les organisations palestiniennes : le Hamas a été dénoncé pour les roquettes envoyées sur le sud d'Israël ; les forces de sécurité de la Cisjordanie contrôlée par le Fatah, ont été accusées d'avoir interdit les manifestations contre les actions militaires d'Israël et d'avoir arrêté illégalement, puis détenu et torturé des personnes à qui l'on a reproché d'être des sympathisants du Hamas.

Même si Goldstone et ses collègues se sont révélés pointilleux et impartiaux, l'UE n'a pas souhaité appuyé les constatations. Sept gouvernements européens se sont rangés du côté des USA en rejetant le rapport de manière catégorique lorsqu'il a été présenté aux Nations Unies en novembre 2009 : Allemagne, Italie, République tchèque, Hongrie, Pays Bas, Slovaquie et Pologne. Quinze autres pays, dont la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, la Suède, le Danemark et la Finlande, se sont abstenus. Seuls cinq des vingt-sept membres (Irlande, Chypre, Malte, Portugal et Slovénie) ont soutenu une résolution qui appelait Israël et le Hamas à garantir une investigation crédible et indépendante.

La lâcheté de l'Union marque un contraste fort vis-à-vis de ses positions plus musclées dans d'autres conflits. Par exemple, en 2008, après la guerre entre la Russie et la Géorgie, l'UE a chargé une mission indépendante d'établir les faits derrière ce conflit et d'évaluer si le droit international avait été bafoué. Ou encore en 2009, quand des milliers de civils ont été tués au Sri Lanka dans la guerre contre les Tigres tamouls, les ministres des Affaires étrangères de l'Union ont exigé une enquête impartiale et le jugement des responsables.

LA MAUVAISE CONSCIENCE, UNE MAUVAISE EXCUSE

Samir Kassir, un journaliste libanais assassiné en 2005, a expliqué succinctement comment Israël était autorisé à fuir ses responsabilités devant ses propres crimes contre l'humanité :

Déterminé depuis la signature du traité de paix avec l'Égypte du président Sadate en 1979 ; convaincu que les États-Unis seront toujours là pour l'appuyer ; garanti d'impunité par la mauvaise conscience de l'Europe ; fort de son arsenal nucléaire acquis avec l'aide des puissances occidentales et qui ne cesse d'augmenter sans susciter le moindre commentaire de la communauté internationale... Avec tout cela, Israël peut faire tout ce que bon lui semble, ou bien y est invité selon les fantasmes de domination des dirigeants.

Les efforts d'Hitler pour exterminer les juifs d'Europe ainsi que les homosexuels et les Roms devraient être considérés comme la tache la plus honteuse de l'Histoire de ce continent. Les responsables politiques continuent de souffrir de cette « mauvaise conscience » même si au moment de l'holocauste ils étaient en culottes courtes ou pas encore nés. Ce qui est tout naturel car il y aura toujours un devoir moral pour nos gouvernements de s'assurer que rien de comparable ne se reproduise. Pourtant, les maux de l'holocauste ne peuvent pas dissimuler le fait que l'État d'Israël a été fondé à la suite d'une injustice flagrante envers un peuple qui n'avait rien à voir avec les crimes des nazis. Ils ne peuvent pas non plus occulter que l'injustice initiale qui a conduit à détruire les villages palestiniens, déplacer par la force ou dans certains cas massacrer les habitants a été suivie

d'une occupation de la terre palestinienne avec une brutalité qui s'est intensifiée au fil des ans.

La honte durable de l'Europe ne peut excuser l'oppression juste parce que l'élite dirigeante israélienne insiste sur le fait qu'il s'agit d'un État dans lequel les juifs du monde entier peuvent venir se réfugier. L'Europe ne peut pas non plus se permettre d'être dupée par la propagande israélienne qui soutient que l'armée du pays serait là pour éviter un nouvel holocauste. Avraham Burg, qui a été président de la Knesset, le parlement israélien, a écrit que la souffrance des juifs au siècle dernier a été détournée d'une manière maladroite et dangereuse :

Pendant de nombreuses années, nous avons confortablement vécu grâce à l'hypocrisie qui tente de contenir des univers opposés : le bien-être et la plainte, la puissance et la victimisation, le succès et le traumatisme. Nos sphères privées se définissent par la sécurité physique, le confort personnel et même la richesse, tant pour les individus et que pour la Nation. Notre État est bien établi. Pourtant à cause de certaines déficiences psychologiques acquises au cours du temps, nous essayons de cacher cette merveille en pleurnichant constamment parce que nous avons eu un holocauste. A cause de la Shoah, nous voulons une armée toujours plus forte, encore plus de financements de la part des contribuables étrangers et un pardon automatique pour chacun de nos excès. Nous souhaitons de l'attention et être au-dessus des critiques, tout cela pour les douze années d'Hitler qui ont changé le visage de l'Europe et rendu le nôtre méconnaissable. Cela ne peut pas continuer comme cela indéfiniment. Cette contradiction inhérente conduira à faire couler notre navire, l'État et la société.

Les ambitions d'une politique étrangère plus unie et véhémente ont conduit l'UE à porter une attention toujours plus grande au Moyen-Orient. Mais allez discuter avec n'importe quel diplomate en poste à Bruxelles, il y a de grandes chances qu'il exprime une certaine frustration : la place de premier partenaire commercial et de plus grand bailleur de fonds en direction de l'Autorité palestinienne n'a jamais correspondu à une place équivalente dans le processus de paix. Beaucoup ressentent que l'Union a été relégué à être un « payeur » plutôt qu'un « joueur ».

Dans une certaine mesure, ces frustrations ont été atténuées au cours de la dernière décennie. Bien que l'UE ne représente en rien le même poids que les États-Unis, ses représentants sont désormais fortement impliqués dans les discussions importantes sur le Moyen-Orient. Particulièrement depuis 2002, quand un « quartet » de médiation a été mis place avec les États-Unis, les Nations-Unies et la Russie. Cette plus grande implication a aussi été facilitée par un souhait croissant au sein d'Israël de cultiver des liens forts avec l'Europe, plutôt que de ne s'allier uniquement avec les États-Unis.

Quelques diplomates peuvent exprimer une conviction sincère quand ils suggèrent que l'Union européenne est mieux dotée que les États-Unis pour négocier. Pourtant rien ne montre une différence substantielle entre les dirigeants des deux côtés de l'Atlantique. Certaines personnalités européennes se sont même montrés plus enthousiastes dans leur soutien à la politique israélienne que leurs homologues américains, surtout depuis la première élection de Barack Obama.

Le débat sur le programme nucléaire iranien nous en offre une illustration parfaite. En affirmant que l'enrichissement d'uranium en Iran représente une menace existentielle d'envergure, Israël fait comprendre qu'il est prêt à partir en guerre contre ce pays. L'allié le plus fervent sur cette question a été Nicolas Sarkozy. En septembre 2009, il a accusé Obama de jouer l'apaisement lorsque Washington a exprimé le souhait de négocier avec l'Iran. Affirmant que cette position allait permettre d'acquérir les moyens de fabriquer une bombe nucléaire, il a lancé au Conseil de sécurité des Nations-Unies :

Monsieur le Président Obama, je soutiens la main tendue des Américains. Mais qu'ont amené à la communauté internationale ces propositions de dialogue ? Rien. Sauf plus d'uranium enrichi, plus de centrifugeuses.

Il est instructif de voir que cette belligérance coïncide avec les tentatives européennes de protéger du regard les armes nucléaires d'Israël, le seul État du Moyen-Orient à avoir refusé de signer le Traité de non-prolifération. Le même mois où Sarkozy faisait ce commentaire, l'Agence à l'énergie atomique adoptait une résolution qui appelait Israël à garantir l'accès à ses sites nucléaires par ses

inspecteurs. Les pays européens ont rejeté cet appel qui visait Israël pour la première fois depuis 1991.

L'OFFENSIVE DE CHARME ISRAËLIENNE

Tout en lançant des raids militaires contre Gaza, la Cisjordanie et le Liban, Israël a engagé une offensive de charme sophistiquée. Déterminé à changer son image, Israël a intelligemment orchestré une opération pour présenter le pays comme une oasis pour artistes et intellectuels. « Nous enverrons des écrivains renommés au delà des mers », a affirmé un haut fonctionnaire des Affaires étrangères. « De cette manière, vous montrez un visage plus agréable à regarder, nous ne sommes plus uniquement pensés dans le contexte de la guerre. » Les médias européens ont souvent été séduits par ce « visage plus agréable ». Quand soixante artistes ont participé à la Nuit Blanche de Paris, la rubrique culture du journal *Le Monde* a dédié une page entière à l'exposition organisée par l'ancienne diplomate israélienne Marie Shek. Illustrée avec l'image d'une femme nue flottant sereinement sur la mer Morte, la fonction de l'article était de célébrer les qualités esthétiques de l'art israélien. Aucune question n'a été posée sur l'éthique de faire de l'art avec comme toile de fond, une occupation que certains des artistes ont sans doute expérimentée de manière directe au cours de leur service militaire, obligatoire en Israël.

Le charme – combiné avec des performances technologiques et scientifiques – a aidé le pays à se présenter comme une économie dynamique que l'Europe ne pourrait ignorer. Dans la plupart des pays de l'UE, Israël est traité comme n'importe quel pays industrialisé « normal » le serait, alors qu'il occupe le territoire d'un autre peuple.

Habituellement, les relations avec les autres pays sont gérées par un ou deux départements de l'Union européenne (les relations extérieures ou le commerce), mais Israël se voit bénéficier d'un traitement de faveur en se retrouvant dans de nombreuses administrations. Les experts parlent de rapports « horizontaux ».

Il n'est donc pas surprenant de voir des incohérences. Dans des documents internes, la Commission européenne s'est montrée très critique face aux volontés de vider Jérusalem-Est des Palestiniens. En 2005 par exemple, un rapport de la Commission recommandait de « soutenir les activités politiques, économiques et culturelles palestiniennes dans Jérusalem-Est » afin de contrarier les efforts israéliens de prendre entièrement la ville. En même temps, l'UE soutenait également des activités israéliennes dans la même zone.

Autre contradiction : l'Autorité israélienne des antiquités (IAA) figure parmi les bénéficiaires d'Euromed Heritage, un programme financé par l'Union européenne (13,5 millions d'euros entre 2008 et 2012). Sa participation s'est réalisée alors que son quartier général est basé dans le musée Rockefeller en plein Jérusalem-Est, officiellement un territoire occupé. Cet engagement a été pris alors que les travaux d'archéologie servent de prétexte pour déloger des Palestiniens : l'IAA a joué un rôle central dans l'évaluation de la valeur archéologique du quartier de Silwan où les autorités veulent expulser 1500 Palestiniens dans le but d'étendre la Cité du parc David – honorant ainsi ce roi connu pour avoir conquis la ville il y a trois millénaires.

L'IAA expose à travers le monde des objets volés. En 2009, le Musée royal de l'Ontario a accueilli les manuscrits de la mer Morte. L'Autorité palestinienne avait pourtant écrit au gouvernement canadien pour l'informer sur la manière illégale dont ces fragments vieux de 2000 ans avaient été acquis après l'annexion de Jérusalem-Est en 1967.

Je suis allé voir cette exposition quand j'étais à Toronto. Je suis resté fasciné devant ces textes anciens et le montage audio-visuel qui les accompagnait, mais je n'ai pas vu, ni entendu la moindre évocation de cette controverse. Je vis souvent des expériences proche de l'hypnose dans un musée passionnant ou une galerie d'art, mais j'attends plus de vigilance des fonctionnaires européens quand ils traitent avec de tels organismes.

Depuis une décennie, l'Union européenne ne cesse de se rapprocher d'Israël. J'ai utilisé l'expression « alliance contre-nature » parce que les discours sont en contradiction avec les actes. Ces incohérences se situent à plusieurs niveaux.

Dans ce livre, j'ai examiné :

- . la manière dont les relations se sont améliorées pendant qu'Israël resserrait son étau autour de la Palestine (chapitre 1) ;
- . comment l'Europe se prosterne devant l'Amérique néo-impérialiste et son ingérence dans la politique intérieure palestinienne (chap. 2 et 3) ;
- . comment les programmes d'aide humanitaire ont transformé l'Union européenne en mandataire de l'occupation (chap. 4) ;
- . ce que les accords scientifiques et commerciaux apportent aux entreprises d'armement et comment ils permettent de tirer profit de la souffrance (chap. 5 et 6) ;
- . enfin, il propose un guide des lobbyistes qui contribuent à convaincre les décideurs de se rapprocher d'Israël (chap. 7) ;
- . avant de conclure par un appel à l'action contre cette alliance.

Tout au long de l'année que j'ai consacré à la recherche et à l'écriture ce livre, j'ai entendu à maintes reprises les responsables de l'UE défendre leur alliance avec Israël au prétexte que plus grand était le contact, plus ils pouvaient critiquer l'occupation de la Palestine. Cet argument pourrait avoir des mérites si l'Union européenne saisissait ces occasions, mais la réalité est que les protestations face au mépris d'Israël pour le droit international sont de plus en plus timides et inefficaces. Pire, le caractère de la coopération entre les deux entités a fait que l'Union européenne s'accommode de plus en plus de cette illégalité.

Il n'est pas exagéré de dire que l'Europe est complice de crimes contre l'humanité. Mettre fin à cette complicité ne sera pas facile. La première étape dans la réalisation de cet objectif est de s'informer.